

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La transition énergétique, défi du XXI^e siècle

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 18 juin 2011

Démocratie & Socialisme

Cet article a été publié dans le numéro d'avril 2011 de la revue Démocratie & Socialisme

Depuis les années 1970, la fin du pétrole a été prophétisée à de nombreuses reprises, sans succès. Aujourd'hui encore, même si l'Agence Internationale de l'Energie estime que le pic de production pétrolière est derrière nous, nous pouvons compter sur les schistes, le bitume et le charbon liquéfié pour nourrir la croissance économique encore quelques dizaines d'années.

Pour autant, ces nouvelles sources d'énergies ne sont pas plus durables que le pétrole et le gaz conventionnels, et les urgences climatiques et écologiques nous commandent d'éviter leur utilisation si nous souhaitons laisser une planète habitable aux générations futures.

Ce même raisonnement s'applique au nucléaire, première énergie dont l'utilisation est totalement irresponsable, puisque les bénéfices tirés d'un réacteur sur l'échelle d'une vie humaine, auront pour conséquence une dissémination certaine de composés actifs durant des centaines de milliers d'années.

Ici, il ne s'agit plus de se réfugier derrière un productivisme pontifiant, retranché derrière la croyance que les générations futures, et leurs progrès technologiques, régleront l'histoire. Le productivisme ne doit pas être religion, et ses vérités ne doivent pas être révélées, mais pesées et discutées.

La remarquable corrélation des taux de croissance économiques et des consommations énergétiques tout au long de l'ère industrielle, nous annonce le défi du XXI^e siècle. Dans un monde au climat incertain, l'explosion des prix de l'énergie conduira nos économies à une récession de très long terme si nous n'investissons pas dès aujourd'hui dans la transition énergétique.

Cette transition n'est pas seulement affaire de technique. Elle est politique. Il ne s'agira pas seulement de construire de nouveaux moteurs, de nouvelles usines. Il s'agira de travailler, de se déplacer, de vivre autrement, en accord avec de nouvelles échelles de valeurs.

Et surtout, transition ne signifie pas paupérisation.

Un rapide tour d'horizon de la consommation d'énergie en France montre que les postes les plus importants sont le pétrole, et l'électricité, totalisant 71% du total de la consommation en 2007. Le pétrole est consommé à 69% pour les transports, l'électricité à 66% pour le résidentiel et le secteur tertiaire. Des deux sources d'énergie dont nous dépendons le plus, l'une perturbe le climat en émettant des gaz effet de serre, et la seconde est produite par le nucléaire, dangereux et totalement imprévisible.

Les prémisses d'un scénario de transition

Le secteur du transport semble être celui qui se prête le moins aux énergies de substitution. Le gaz de biomasse ne pourra vraisemblablement pas recouvrir l'ensemble des besoins, du moins à leur niveau actuel, et les agrocarburants issus de cultures agricoles ont l'inconvénient majeur de monopoliser des terres arables, dans un monde où l'on meurt encore de la faim.

Mais au delà de la substitution à l'identique, et de la volonté de ne pas modifier nos modes de vie actuels, force est

de constater que le transport représente une source considérable d'économies d'énergie. Concernant le transport des personnes, la fin de l'étalement urbain, la redensification des villes, et le développement des transports en commun sont des choix politiques porteurs de changement. Au niveau du transport des marchandises, si nous nous devons de développer le ferroutage, a minima pour les chargements en transit, traversant le pays de part en part, nous devons surtout relocaliser nos productions manufacturières et industrielles. Enfin, il faut promouvoir le développement des cycles courts, en intégrant l'éloignement du lieu de production dans les critères d'attribution des marchés publics et privés. Ces mesures ne sont en aucun cas protectionnistes, rien n'empêchant une entreprise étrangère d'établir une unité de production au plus près de ses clients.

En ce qui concerne le nucléaire, envisager une sortie à court terme est illusoire tant cette énergie a façonné le pays. L'importance du chauffage électrique et le développement de la voiture électrique plutôt qu'hybride, faits uniques en Europe, illustrent notre dépendance à l'atome.

Il faut donc commencer par sortir de cette sujétion, en redéfinissant en priorité les normes de construction pour bannir toute solution de chauffage d'origine électrique tant dans les constructions nouvelles que dans les programmes de rénovation. En même temps, les réacteurs devront être progressivement remplacés par des ressources renouvelables. Eoliennes et photovoltaïques bien sûr, mais aussi par la biomasse, l'énergie marémotrice au large, la géothermie profonde, l'hydro électricité... Car l'électricité ne se stockant pas, le remplacement des réacteurs nucléaires devra se faire à l'aide de solutions produisant en permanence, fonctionnant les jours sans vent, et la nuit.

Quelles politiques de transition ?

Les nouvelles sources d'énergie que nous aurons à développer ces prochaines décennies ne seront pas forcément moins efficaces qu'aujourd'hui. Mais elles seront plus diversifiées, différentes, et très probablement plus intermittentes si beaucoup d'entre elles dépendent du vent ou du soleil. Plus locales aussi, avec la montée en puissance de la cogénération. Des technologies telles que le photovoltaïque sont promises à de réelles améliorations. D'autres, comme la fusion nucléaire, permettront peut-être d'obtenir à horizon 2050 une énergie propre et abondante.

Mais ce dont nous pouvons être certains en revanche, c'est du bouleversement des prix relatifs des différentes formes d'énergie, et des biens fabriqués et transportés grâce à elles. Une telle situation s'est déjà produite lors des chocs pétroliers des années soixante-dix. Il s'était alors opéré une transition énergétique (très) partielle, et la consommation s'est adaptée d'une part par un surcroît d'économies d'énergie, « la chasse au gaspi », et d'autre part par la mise en oeuvre de ce que l'on appelait alors « l'indépendance énergétique », c'est à dire le nucléaire et le tout électrique.

La transition vers les énergies renouvelables sera difficile, et donc vraisemblablement longue. Mais au-delà de ce problème, diminuer nos émissions de gaz à effet de serre passe aussi par les économies d'énergie.

Agir sur le long terme

Les choix énergétiques engagent sur le long terme. Ainsi, la meilleure incitation possible en la matière est la mise en place d'une planification cohérente sur dix ans ou vingt ans.

Les variations de prix, les évolutions de normes, doivent être annoncées le plus tôt possible pour que les différents acteurs économiques aient la possibilité d'arbitrer leurs investissements avant de subir la taxation.

Une telle planification est aujourd'hui esquissée en ce qui concerne les performances énergétiques des bâtiments neufs. La prochaine norme, RT2012, imposera la catégorie A comme norme de construction des nouveaux logements. A l'inverse, les secteurs du transport, ou de l'énergie électrique, manquent de cette vision à long terme.

Mesurer, pour informer, puis taxer

Le poste de dépense énergétique prioritaire étant le transport, il semble naturel d'être en capacité d'apprécier la « proximité » d'un produit, c'est à dire le nombre de kilomètres-kilogrammes nécessaires à sa fabrication.

Une étude de 1993 portant sur un pot de yaourt vendu à Stuttgart a évalué à 9000km la distance cumulée, parcourue par les composants du produit. Alors même que le lait avait été récolté dans les fermes des environs, les emballages traversaient l'Europe.

Le savoir faire européen en matière de traçabilité alimentaire atteste du réalisme d'une mesure visant à généraliser ce type de calcul. Sa mise en place permettra de mobiliser les consommateurs autour de ces sujets, puis dans un second temps de créer une taxe carbone qui ne soit pas anti sociale, puisqu'elle ne frappera pas aveuglément tous les produits.

Une économie d'énergie réalisée ne doit pas inciter à un surcroît de consommation

Cette recommandation est fondamentale. Dans une perspective historique, chaque fois que des économies d'énergies ont été rendues possibles, l'énergie consommée n'a pas diminuée.

Par exemple, les progrès des véhicules, en matière de consommation de carburant, réalisés depuis les chocs pétroliers des années soixante-dix, n'ont pas abouti à une baisse de la consommation de pétrole raffiné en France, mais à une augmentation du parc automobile, couplée à une augmentation des distances parcourues.

Pour que l'argent gagné par les économies d'énergie ne puisse pas être réinvesti dans de nouvelles dépenses énergétiques, il est nécessaire qu'une économie d'énergie soit déclenchée par la motivation de ne pas payer plus à court terme. Il conviendra donc de délivrer à chacun l'énergie dont il a besoin à un prix abordable pour tous, et de taxer toute consommation supplémentaire.

Puis, le relèvement progressif des normes d'efficacité énergétiques aura pour effet de baisser les seuils de déclenchement de ces taxes, suscitant de nouveau les investissements nécessaires.

En application à cela, les aides financières allouées aux travaux d'amélioration de l'habitat (incluant la dépose d'un chauffage électrique), devront spécifiquement cibler les ménages proches de ces seuils, qui menacés par une augmentation prochaine des prix, obtiendront par la rénovation leur stabilité, et ce faisant ne transformeront pas leurs économies d'énergie en surplus de consommation.

Mais mutualiser, partager, relocaliser, économiser, ne sont que des hypothèses. La « main invisible » du marché, qui est aussi aveugle et sourde, pourrait très bien nous orienter vers une société de pénurie, bien plus rémunératrice pour certains. Plus que jamais, la transition énergétique que nous vivons au cours de ce siècle aura besoin de socialisme. Le combat est principalement à venir, mais dès aujourd'hui, il s'inscrit dans les luttes pour la gratuité des services de base, tels les premiers mètres cube d'eau, ou kWh d'électricité.

Vincent Grenier